

21877 COMEU B
21877 COMEU B

DE : C.C.E. BRUXELLES - SEG12 - IMP. DIF. S.G.
A : BUREAU C.E. - WASHINGTON
REF: 19:37 12-03-82 000065743 - 000068431

432

TLX-046811-SG/BERL 12/106

1	RK-RS
TR.	HWS
I.S.	✓
FIN.	✓
AGR.	✓
ENV.	✓
R.D	✓
ADM.	✓
S.A.	✓
	MMB

TELEX HEBDOMADAIRE NR 76 DU 12.03.82 DESTINE A L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D'INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

1. INTRODUCTION

PREPARATION DU SOMMET ECONOMIQUE OCCIDENTAL DE VERSAILLES

(4-6 JUIN 1982)

M. DURIEUX A INFORME LE CRP DE L'ETAT DES TRAVAUX ET DES REFLEXIONS DES REPRESENTANTS PERSONNELS DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT ET DES COMMUNAUTES EUROPEENNES QUI PARTICIPERONT AU PROCHAIN SOMMET ECONOMIQUE DES PAYS INDUSTRIALISES QUI SE TIENDRA A VERSAILLES DU 4 AU 6 JUIN 1982.

2. AFFAIRES INTERIEURES

2.1 CONSEIL 'RECHERCHE' (8 MARS)

LES TRAVAUX ONT ETE MARQUES PAR LA VOLONTE CONSTRUCTIVE DE TOUTES LES DELEGATIONS DE DEGAGER DES SOLUTIONS AUX PROGRAMMES R ET D SOUMIS AU CONSEIL ET POURSUIVRE LA NOUVELLE STRATEGIE PRECONISEE PAR LA COMMISSION DANS LE CADRE DU MANDAT DU 30 MAI.

A) FUSION THERMONUCLEAIRE

LE CONSEIL A MARQUE SON ACCORD SUR LE SCHEMA FINANCIER GLOBAL DU PROGRAMME DE RECHERCHE POUR LA PERIODE 1982-86 :
- 319 MIO ECUS POUR LA REALISATION DU PROJET JET,
- 301 MIO ECUS POUR LE PROGRAMME DE L'ETAPE 'APRES JET'.

LE CONSEIL A INVITE LA COMMISSION A EFFECTUER DES SONDAGES AUPRES DES ETATS-UNIS ET DU JAPON SUR LA POURSUITE DE LA COOPERATION DANS L'AVENIR.

B) MATIERES PREMIERES

LE CONSEIL EST PARVENU A UN ACCORD SUR UNE ENVELOPPE FINANCIERE DE 54 MECUS POUR LES ANNEES 1982-85 QUI SERA FORMALISEE APRES CONSULTATION AVEC LE PARLEMENT. L'OBJECTIF EST D'INTEGRER DANS UN CADRE UNIQUE LES PROGRAMMES JUSQU'ICI SEPARES COUVRANT :
- LES METAUX ET SUBSTANCES MINERALES,
- LE BOIS,
- LE RECYCLAGE DES METAUX NON FERREUX,
- SUBSTITUTION ET TECHNOLOGIE DES MATERIAUX.

Global Communications

Global Communications

ET INCORPORANT LES PROGRAMMES DEJA ENGAGES SUR 3 MATIERES
PREMIERES SECONDAIRES ET L'URANIUM.

C) STRATEGIE COMMUNAUTAIRE

LE CONSEIL A EU UN ECHANGE DE VUES CONSTRUCTIF SUR LA MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME-CADRE DES ACTIVITES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES ET NOTE QUE LA COMMISSION LUI PRESENTERA UN AVANT-PROJET POUR SA PROCHAINE SESSION. UN GROUPE AD HOC DES TITULAIRES DU CREST ET DES RESPONSABLES PERSONNELS DES MINISTRES ASSISTERONT LA COMMISSION.

2.2 PREPARATION DU CONSEIL "ECO/FIN" (15 MARS)

LE CRP A ACHEVE LA PREPARATION DU CONSEIL QUI DEVRAIT CONCENTER SES TRAVAUX SUR LES CHAPITRES SUIVANTS :

- APPROFONDISSEMENT DU S.M.E. SUR LA BASE DE LA COMMUNICATION ET DU PROJET DE RESOLUTION QUE LA COMMISSION VIENT DE LUI SOUMETTRE.
- PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS DANS LES RELATIONS AVEC LE JAPAN.

LE PROBLEME PLUS GENERAL DES RELATIONS AVEC LES MONNAIES TIERCES SERA EVOQUE LORS DU DEJEUNER.

2.3 CHARBON-ACIER : VOLET INTERNE

-VOLET SOCIAL : LE CRP A DECIDE DE FINALISER LA DOTATION DE 62 MIO ECUS POUR LE FINANCEMENT DU VOLET SOCIAL ACIER 1981.

- CHARBONS A COKE ET COKES DESTINES A LA SIDERURGIE DE LA COMMUNAUTE : SUITE A L'ACCORD CI-DESSUS, LE CRP FERA APPROUVER EN POINT "A" D'UN PROCHAIN CONSEIL LE NOUVEAU REGIME DESTINE A FAVORISER LA CONSOMMATION DE CES PRODUITS : AIDES NATIONALES, AIDES COMMUNAUTAIRES ET REGLES DE PRIX.

3. RELATIONS EXTERIEURES

3.1 JAPON

LES DISCUSSIONS AU COMITE 113 LE 10 MARS ONT MARQUE UNE CERTAINE CONVERGENCE DE VUES PARMY LES DELEGATIONS QUI A ETE CONFIRMEE AU COREPER LE 11 MARS. LA COMMISSION PREPARERA UN PROJET DE CONCLUSIONS DU CONSEIL QUI SERA EXAMINE LA SEMAINE PROCHAINE SUR LES ASPECTS PRINCIPAUX :

- NECESSITE DE MAINTENIR LA PRESSION SUR LE JAPON DANS LES DIFFERENTES ENCEINTES INTERNATIONALES,
 - POSSIBILITE DE RECOURS A L'ARTICLE 23 DU GATT VISANT A OBTENIR UNE PLUS GRANDE OUVERTURE DU MARCHE JAPONAIS, AINSI QUE NECESSITE D'ASSURANCES DE MODERATION DES EXPORTATIONS JAPONAISES DANS LES SECTEURS SENSIBLES.
- LES CONSEQUENCES, EN CE QUI CONCERNE LA RESTRUCTURATION DE L'INDUSTRIE EUROPEENNE ET UNE HARMONISATION DES POLITIQUES NATIONALES FACE AUX IMPORTATIONS JAPONAISES, DEVRAIENT ETRE ETUDIEES DE MANIERE PLUS PRECISE.
- EXAMEN DES POSSIBILITES DE COOPERATION SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE.

LES ASPECTS ECONOMIQUES ET MONETAIRES DES RELATIONS AVEC LE JAPON SERONT ABORDES PAR LE CONSEIL ECO-FIN LE 15 MARS.

3.2 LIGUE ARABE : VISITE DE M. CHEDLI KLIBI A BRUXELLES

A L'ISSUE D'UNE TOURNEE DES CAPITALES EUROPEENNES, M. CHEDLI KLIBI, SECRETAIRE GENERAL, A RENDU UNE VISITE OFFICIELLE EN BELGIQUE DU 8 AU 11 MARS. BIEN QU'IL Y AIT LIEU DE PLACER CETTE VISITE SURTOUT DANS UN CONTEXTE BELGO-ARABE (AUDIENCE CHEZ LE ROI, RENCONTRES AVEC MM. MARTENS, TINDEMANS, ETC...), M. KLIBI A EGALMENT RENDU VISITE A LA COMMISSION OU IL A ETE RECU PAR LE PRESIDENT THORN ET M. PISANI. IL A EXPRIME L'ESPOIR QUE LE DIALOGUE EURO-ARABE SE DEVELOPPE DAVANTAGE DANS TOUS LES DOMAINES ECONOMIQUE, TECHNIQUE, SOCIAL, CULTUREL ET POLITIQUE, MALGRE, COMME IL L'A DIT, LES ''ACCIDENTS DE PARCOURS (EUROPEENS)'' (VOTE AUX NATIONS UNIES SUR LE GOLAN, PARTICIPATION DES ''QUATRE'' DANS LA MFO DANS LE SINAI) ET QUE LA REUNION MINISTERIELLE EURO-ARABE, ENVISAGEE DEPUIS NOVEMBRE 1980, AIT EFFECTIVEMENT LIEU.

3.3 ACIFR : VOLET EXTERNE

LA COMMISSION A INFORME REGULIEREMENT LE CRP DU RESULTAT DES NEGOCIATIONS BILATERALES QU'ELLE A MENEES AVEC LES DIVERS PARTENAIRES DE LA COMMUNAUTE POUR LE RENOUELEMENT DES ARRANGEMENTS POUR 1982. CES NEGOCIATIONS DEVRAIENT S'ACHEVER INCESSAMMENT AVEC LES DEUX DERNIERS PAYS : AUSTRALIE ET ROUMANIE.

3.4 CREDITS A L'EXPORTATION

LES DISCUSSIONS QUI SE DEROULENT DANS LE CADRE DE L'OCDE DU 10 AU 12 MARS ENTRE LES PARTICIPANTS A L'ARRANGEMENT RELATIF A DES LIGNES DIRECTRICES POUR LES CREDITS A L'EXPORTATION BENEFICIANT D'UN SOUTIEN PUBLIC, ONT POUR OBJECTIF D'ETUDIER LES DISPOSITIONS A RETENIR APRES L'EXPIRATION DU DERNIER ACCORD QUI DATE D'OCTOBRE 1981 ET DONT LA DUREE EST LIMITEE A SIX MOIS.

CES DISCUSSIONS DOIVENT SE POURSUIVRE AU MOIS DE MAI. LA COMMISSION A TRANSMIS AU CONSEIL UNE COMMUNICATION SUR LA POSITION A ADOPTER PAR LA COMMUNAUTE LORS DES NEGOCIATIONS. AU STADE ACTUEL CES DISCUSSIONS CONSERVENT UN CARACTERE EXPLORATOIRE.

3.5 C.S.C.E. - SUSPENSION DE LA REUNION DE MADRID

SELON UN ACCORD INFORMEL INTERVENU ENTRE L'EST ET L'OUEST GRACE AUX EFFORTS DES DELEGATIONS NEUTRES ET NON-ALIGNEES, LA REUNION DE MADRID DANS LE CADRE DE LA C.S.C.E. INTERROPPRA SES TRAVAUX APRES LA SEANCE DU 12 MARS POUR CONTINUER EN AUTOMNE, VRAISEMBLABLEMENT A PARTIR DU 9 NOVEMBRE. IL EST A PAPPULER QUE LA DERNIERE ETAPE DE CETTE REUNION DEPUIS SA REPRISSE LE 9 FEVRIER A ETE CARACTERISEE PAR DES CONDAMNATIONS VIGOUREUSES DE LA SITUATION EN POLOGNE DE LA PART DES DELEGUES OCCIDENTAUX ET PAR LEUR REFUS DE REPREDRE DANS LES CONDITIONS ACTUELLES LE TRAVAIL DE REDACTION D'UN DOCUMENT FINAL.

3.6 LA FAIM DANS LE MONDE

DANS UNE LETTRE ADRESSEE A M. PANNELLA, M. PISANI EXPOSE EN DETAIL LES RAISONS POUR LESQUELLES LA MOBILISATION IMMEDIATE D'UN BUDGET EXTRAORDINAIRE DE 5 MILLIARDS D'ECUS, SUGGEREE DANS UNE RESOLUTION DU PARLEMENT DU 30 SEPTEMBRE 1981, NE SERAIT NI REALISABLE, NI DE NATURE A RESOUDRE LES PROBLEMES DURABLEMENT.

LE MARCHE MONDIAL DES PRODUITS DE BASE EST TROP ETROIT POUR ABSORBER DES ACHATS DE CETTE IMPORTANCE ET LA COMMUNAUTE NE DISPOSE PAS DE PROJETS D'INVESTISSEMENTS UTILES A CETTE ECHELLE.

LE PLAN ARRETE LE 2 OCTOBRE 1981 PAR LA COMMISSION, APPROUVE LE 3 NOVEMBRE PAR LE CONSEIL ET CONFIRME EN DERNIER LIEU LA SEMAINE DERNIERE PAR LES MINISTRES DU DEVELOPPEMENT (NOTRE PRECEDENT TELEX) CONSTITUE LA SEULE REPONSE RAISONNABLE A L'ANGOISSANTE QUESTION :

- 1.157.000 DE TONNES DE CEREALES MOBILISEES EN 1981 PAR LA COMMUNAUTE, REPRESENTANT L'ALIMENTATION DE 8 MILLIONS DE PERSONNES EN UNE ANNEE, POUR REPOUDRE AUX BESOINS URGENTS.
- STRATEGIES ALIMENTAIRES NATIONALES PROPOSEES AUX PAYS PAUVRES POUR PARVENIR A L'AUTO-SUFFISANCE ALIMENTAIRE : LES PREMIERES EXPERIENCES VERRONT LE JOUR CET ETE.
- ETUDES EN COURS SUR UN CERTAIN NOMBRE DE THEMES D'ACTIONS A LONG TERME QUI FERONT L'OBJET DE PROPOSITIONS A LA RENTREE. IL A ETE ENFIN INDIQUE QUE M. PISANI PORTE TOUS SES SOINS A UNE ENQUETE FONDAMENTALE SUR LA DEFINITION, LA GESTION ET LES EFFETS DE L'AIDE ALIMENTAIRE DONT LES RESULTATS SERONT DISPONIBLES EN JUILLET PROCHAIN.

3.7 OECD MINISTERIAL MEETING, PARIS 4/5 MARCH 1982

AN IMPORTANT MEETING OF OECD EMPLOYMENT AND SOCIAL AFFAIRS MINISTERS TOOK PLACE IN PARIS IN ORDER TO DISCUSS POLICY REACTIONS TO RISING UNEMPLOYMENT. AFTER SOME INITIAL DISAGREEMENTS WITH THE U.S.A. (SUPPORTED IN VARYING DEGREES BY AUSTRALIA, SWITZERLAND AND THE U.K.) FAVOURING A NON-INTERVENTIONIST LINE, AND AFTER AN ALL-NIGHT DRAFTING SESSION, A RATHER STRONG, INTERVENTIONIST COMMUNIQUE WAS ISSUED. IT WAS WORTH TO NOTE THAT, IN ALL THIS DISCUSSION (AND WITH THE EXCEPTION OF THE U.K.) THE COMMUNITY MEMBER STATES TOOK UP VERY SIMILAR POSITIONS, STRESSING THE SERIOUS RISKS FOR THE OPEN TRADING SYSTEMS OF THE OECD AREA, WITH A RETURN TO PROTECTIONISM, IF ACTION WAS NOT TAKEN TO HALT THE RISE OF UNEMPLOYMENT.

4. QUESTIONS INSTITUTIONNELLES ET DIVERSES

4.1 DIALOGUE INTERINSTITUTIONNEL DANS LE DOMAINE BUDGETAIRE

UNE REUNION ENTRE LES PRESIDENTS DES TROIS INSTITUTIONS A EU LIEU LE 5 MARS (MM. THORN, TINDEMANS, DANKERT) EN VUE DE METTRE AU POINT LA PROCEDURE. IL A ETE CONVENU D'ETABLIR UN GROUPE PREPARATOIRE DE TROIS PERSONNES SOUS LA PRESIDENCE DE LA COMMISSION (M. STRASSER) QUI SERONT ASSISTEES ELLES-MEMES DE TOUT AU PLUS DEUX PERSONNES. TROIS REUNIONS PREPARATOIRES SONT PREVUES AVANT LA PROCHAINE REUNION AU NIVEAU DES PRESIDENTS PROGRAMMEE EN MARGE DE LA SESSION D'AVRIL DU PARLEMENT. DANS L'ESPRIT DES TROIS PRESIDENTS, AUCUN CONSEIL BUDGETAIRE N'EST PREVU AVANT CETTE DATE ET ILS ESPERENT PARVENIR A UN REGLEMENT AU PLUS TARD POUR LE 30 MAI.

LES DEBATS INTERNES DANS LE CONSEIL SE LIMITENT A UN EXAMEN AP-
PROFONDI DES RAISONS QUI ONT CONDUIT LA COMMISSION A JUSTIFIER
SA PROPRE CLASSIFICATION. CETTE EXPLORATION PROGRESSE FAVORA-
BLEMENT EN CE SENS QU'AUCUN ARGUMENT VALABLE NE PEUT ETRE OPPOSE
A LA COMMISSION.

LES ACTIONS EN JUSTICE INTENTEES PAR LE CONSEIL CONTRE LE PE ET
CONTRE LA COMMISSION N'ONT PAS ETE SUSPENDUES SUITE A CET ACCORD
DE PROCEDURE, MAIS LES PARTIES NE FONT PAS PREUVE D'UN ZELE
EXCESSIF POUR POUSSER L'ISSUE JUDICIAIRE.

4.2 SERVICES DE LA COMMISSION

LA COMMISSION A NOMME MME RENEE VAN HOOF DIRECTEUR GENERAL DU
SERVICE COMMUN INTERPRETATION-CONFERENCES. LA DECISION PREND
EFFET LE 1ER AVRIL 1982.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR
NNNN

+
EURCOM WSH

21877 COMEU B 0

Global Communications

Global C

Global Com.
Global Communications